

Bulletin du G.S.I

(*Groupe Socialiste Internationaliste*)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs IV^e Internationale
N°71 - OCTOBRE 2007 - 2 EUR



L'Internationaliste

«Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !»

Après le 18 octobre...

étendre et construire

la mobilisation !



Sommaire du n° 71

- ✓ Edito. p.2
- ✓ Le 18 octobre, la jeunesse aussi était dans la rue. p.4
- ✓ Tribune FSEUL. p.5
- ✓ Revue de presse sociale. p.6
- ✓ Quelle est la signification des grèves dans l'automobile aux USA ? p.7
- ✓ Grève des étudiants en médecine... p.8
- ✓ Courrier International n° 133 - Bolivie p.10

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O

BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE

(adresse pour

toute correspondance)

Courrier électronique

(E-Mail) [nouvelle adresse](mailto:nouvelle_adresse) :

contact@gsi-litqi.org

Site Web ([nouvelle adresse](http://www.gsi-litqi.org/)) :

<http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le

24 octobre 2007

Directeur de la publication :

J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Après le 18 octobre... étendre et construire la mobilisation !

Un succès. La grève massive des travailleurs de la SNCF et de la RATP est un premier pas, capital, dans l'opposition à l'offensive générale du gouvernement Fillon. 80% de grévistes au sein de la SNCF ! Un chiffre supérieur aux débuts de la grande mobilisation de 1995, qui avait fait échec au gouvernement Juppé. Il s'attaquait déjà aux régimes spéciaux de retraites en prétextant, lui aussi, l'impérieuse nécessité de la réforme. Quelques années plus tard, Sarkozy remet le couvert : la situation est fidèle à l'observation de Karl Marx, l'histoire se répète « la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce » *

Condensé caricatural de ses mentors (Reagan, Thatcher, et consorts), Nicolas Sarkozy a multiplié les arguments les plus fallacieux contre les régimes spéciaux (*voir l'internationaliste n°70*) et les provocations les plus éhontés à l'égard des travailleurs des différents services publics concernés par sa réforme. L'aspect grotesque du personnage n'enlève rien à la gravité de sa politique pour des milliers de travailleurs. La situation ne se prête pas au rire, la crise structurelle du système économique imposant au gouvernement de détruire rapidement les derniers acquis ouvriers, à libéraliser les derniers services publics. Et sacrifier toujours un peu plus l'avenir des travailleurs...

Augmenter la plus-value par la hausse de la productivité et ouvrir de nouveaux marchés aux appétits du patronat sont les remèdes séculaires de la bourgeoisie pour parer temporairement à la décomposition du capitalisme. L'équipe Sarkozy-Fillon avait déjà bien avancé dans cette voie avec des « mesures-phares » comme l'autonomie des universités (*voir l'internationaliste n°69*), la remise en cause du droit de grève et les franchises médicales. Mais afin de s'assurer un climat social propice à une offensive plus générale contre le code du travail il

importait de s'attaquer aux secteurs ouvriers les plus combatifs, en premier lieu aux travailleurs des entreprises d'Etat.

Ces derniers jours, alors que les déboires conjugaux du couple présidentiel semblaient occuper la plupart des rédactions de la presse bourgeoise, le succès de la mobilisation du jeudi 18 octobre devenait de plus en plus évident. La volonté des travailleurs de la fonction publique de répondre à l'offensive tous azimuts du gouvernement Fillon se confirmait. L'offensive médiatique générale fut déclenchée dans l'urgence contre le mouvement naissant : une pluie de sondages annonce soudainement le soutien d'une large majorité de français à la réforme, un consensus contre la grève, que toute la France est derrière Sarkozy contre les affreux privilégiés... Comme pris d'un mouvement de panique les soutiens journalistiques du gouvernement ont redoublé d'efforts pour isoler la lutte des travailleurs. Tandis que la « gauche » et les directions syndicales s'employaient à le faire échouer...

Ce n'est un secret pour personne : le PS soutient activement la destruction des régimes spéciaux mais il est critique quand à la méthode employée par le gouvernement. Le premier secrétaire, François Hollande est parfaitement clair. Il déplore qu'il "n'y ait pas eu véritablement de négociation" et propose : "Je dis au gouvernement : ouvrez, rouvrez (...) le cadre global qui doit permettre les discussions entreprises par entreprise. Si vous ne le faites pas, vous aurez un certain nombre de mouvements." (Le monde 19/10/07) Quelle audace ! Il est vrai que pour porter atteinte aux droits des travailleurs le PS préfère se reposer sur les centrales syndicales qui lui sont inféodés afin qu'elles freinent des quatre fers toute tentative de mobilisation (cf. les multiples déclarations de Julliard (UNEF) à la veille du mouvement contre le CPE). L'UMP, qui ne dispose pas de relations privilégiées avec les bureaucra-

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

ties syndicales, a usé très habilement de la carotte et du bâton.

La carotte par les rencontres, les concertations, les vœux pieux... N'oublions pas qu'à peine entré à l'Elysée, Sarkozy recevait les principaux dirigeants syndicaux qui s'en étaient alors fortement réjouis. Le bâton arrive avec les révélations sur la caisse noire de l'UIMM et sur les retraits d'argent de son président Denis Gautier-Sauvagnac. Ces liquidités auraient servis à acheter la « paix sociale » auprès des bureaucrates syndicaux. Cet argent, 600 millions d'euros à ce jour, aurait alimenté une caisse anti-grève ! La menace de révélations quant au financement supposé des directions syndicales par le patronat place ces dernières dans une situation bien fragile.

Pour preuve, les déclarations de Bernard Thibault (CGT) et de Jean-Claude Mailly vis à vis de cette affaire semblaient bien timides : mélange de fausse indignation et de démenti mal assuré. Les bureaucrates ont commencé à scier la branche sur laquelle ils étaient assis. A force de compromission avec les gouvernements et le patronat, ils se sont placés dans un équilibre de plus en plus précaire entre l'intransigeance du pouvoir politique et les travailleurs qui cherchent la mobilisation.

C'est dans ce contexte peu favorable que plus de 300 000 travailleurs ont manifesté dans toute la France au sein de plus de 60 manifestations, faisant entendre leur refus de travailler plus pour gagner moins. Les travailleurs mobilisés ont lancé un cri d'alarme : l'attaque contre les régimes spéciaux est le premier pas d'une destruction

complète du système de retraite par répartition. Ce sont tous les salariés qui sont dans la ligne de mire du gouvernement. La prochaine cible est le régime général. Les salariés seront contraints de passer à 41, puis 42 ans de cotisation. L'unité de classe est donc à réaliser au plus vite. **La revendication unitaire de 37,5 annuités pour tous prouvait, dans les cortèges, la volonté des grévistes d'étendre la mobilisation pour faire face à la prochaine étape de la réforme.**

Et maintenant ? La tactique de la « grève-carrée » décidée par les centrales syndicales risque de conduire à la mort du mouvement. L'objectif est de segmenter la mobilisation en différentes journées d'actions en prenant bien soin de ne pas chercher à construire une assise solide pour une lutte d'ampleur afin de pouvoir négocier sereinement avec Xavier Bertrand, ministre en charge de la réforme. Encore que négocier soit un bien grand mot. Il s'agit juste pour Thibault et ses acolytes de sauver les apparences en présentant les diktats du gouvernement comme une victoire de la discussion.

A l'heure où nous mettons sous presse, le « front syndical » se fissure. Le syndicat ultra-minoritaire FGAAC, organisation qui n'est présente que parmi le personnel roulant de la SNCF a décidé de cesser le mouvement après avoir, paraît-il, obtenu satisfaction auprès de la direction de la SNCF (qui, soit-dit en passant, ne peut donner de garanties alors qu'il s'agit d'une réforme conduite par l'Etat). SUD et FO avaient répondu à la pression de leurs bases en appelant à une grève reconductible (ce qui était, sans mauvais jeu de mots, le minimum syndical) mais semblent au-

jourd'hui chercher une porte de sortie sans donner l'impression de reculer. La CGT, syndicat majoritaire dans la SNCF ne devrait pas appeler à une nouvelle « grève carrée » avant le cycle de discussions que X. Bertrand souhaite entamer dès mercredi. Après une mobilisation historique des travailleurs de la SNCF et de la RATP, l'attentisme ou le recul des directions syndicales est criminel. **Il est plus que temps d'unifier les luttes contre les mesures du gouvernement.**

Dans ce sens, la présence de cortèges étudiants aux côtés des travailleurs est un signe encourageant. Alors que la mobilisation contre la loi Pécresse commence à se construire dans les universités, la réussite du jeudi 18, l'action commune des travailleurs des étudiants, est une première victoire... qui en appelle d'autres ! Nous renouvelons ici notre appel à la construction d'une centrale unique des travailleurs, un outil qui permettrait de balayer les obstacles bureaucratiques bloquant la mobilisation. Une prochaine journée d'action est appelée le 20 novembre autour de la défense du pouvoir d'achat. Après le succès du 18 octobre, il faut faire de ce rendez-vous le point de départ d'une lutte intransigeante. Une lutte qui doit conduire à la satisfaction de l'ensemble des revendications des travailleurs et des jeunes. **L'avenir de chacun est menacé : Dès à présent, mobilisation dans l'unité !**

* *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte.* C'était à propos de l'accession au pouvoir de Napoléon III. Un personnage qui, sous bien des aspects, pourrait rappeler un certain Nicolas S.

Je m'abonne à l'Internationaliste, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'APIDO

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'Internationaliste - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Le 18 octobre, la jeunesse était aussi dans la rue.

Cette première journée de mobilisation nationale a été l'occasion pour de nombreux secteurs de manifester leurs propres revendications. Les universités, attaquées frontalement par la loi relative aux responsabilités et libertés des universités, ont commencé à se mettre en mouvement pendant la semaine du 15 au 18 octobre.

Cette contre réforme qui cadre la privatisation des facs, a suscité de nombreuses assemblées générales dès la rentrée, AG qui faisaient suites aux multiples prises de positions contre la loi depuis le mois de juillet (par des AG, des collectifs de chercheurs, des comités étudiants...).

Il est symptomatique de constater le nombre d'étudiants réunis dans ces AG alors que l'année universitaire vient à peine de démarrer : 200 à Aix en Provence, 250 à Caen, 350 à Rennes 2, 500 à Toulouse - Le Mirail, plus de 100 à Paris 3-Censier, 200 à St Denis, 300 à Nanterre...

Ces chiffres prouvent la volonté des étudiants à défendre l'enseignement supérieur public et annoncent un mouvement qui ne peut que s'amplifier.

Nous étions bien un millier à être venu manifester à Paris malgré la grève des transports et le peu de travail de mobilisation organisé sur les facs. Et le cortège n'a pas rassemblé que des étudiants. Enseignants et personnels d'universités et de lycée ont manifesté également, entourés de nombreux lycéens.

Le dynamisme de ces derniers est le fruit de plusieurs années de luttes d'une jeunesse qui ne veut pas accepter la société que lui impose le système capitaliste. Depuis le mouvement contre la loi Fillon en 2005, il ne s'est pas passé une année sans que les lycéens ne revendiquent et ne manifestent. Ces années accumulées d'expérience ont formé une jeunesse de plus en plus consciente de ses intérêts et qui cherche les

meilleurs moyens de s'organiser pour se battre.

Les anciens lycéens sont aujourd'hui étudiants ou jeunes travailleurs. Ils ont légué à leur petits frères les fruits de cette expérience. Et les nouveaux lycéens sont encore plus radicalisés qu'auparavant.

Où sont les organisations de Jeunesse ?!

Les étudiants du GSI, organisés au sein du **SEUL** (Syndicat Etudiant Unitaire et Laïc), ont mobilisé étudiants et lycéens, dans le cadre de la campagne du syndicat contre la loi Pécresse, pour la manifestation. Deux banderoles du syndicat appelaient clai-



rement à l'unité contre la loi et une de ses principales conséquences : les pôles d'excellence réservés à une élite rigoureusement sélectionnée.

Alors que l'unité de toutes les organisations de jeunesse est cruciale pour lutter contre le dernier rouage de la privatisation des universités, il faut constater que ces organisations ne sont malheureusement pas assez présentes. Mis à part la distribution d'autocollants et de quelques efforts pour encadrer le cortège, les jeunes venus manifester n'ont pas pu sentir un réel soutien de leurs organisations.

Pourquoi aucun communiqué n'est-il paru au lendemain de la manifesta-

tion ? Ni les syndicats étudiants (SUD, FSE...), ni les organisations politiques (JCR...) n'ont pris la peine de se féliciter de cette première manifestation. Et pourtant, ce premier rendez-vous a permis de compter nos forces. Les étudiants sont prêts à se battre, les lycéens affirment que « nous sommes présents pour soutenir les étudiants, parce que nous serons nous aussi étudiants », alors même que Darcos a annoncé son attaque contre le bac. Nous voyons là une volonté de minimiser l'ampleur de ce premier rendez-vous.

Devant la volonté de riposte de la jeunesse, la première tâche des organisations de gauche est d'apporter des perspectives concrètes et immédiates.

Maintenant, construire une riposte unitaire en mobilisant largement.

Cette manifestation a montré que les lycéens et les étudiants veulent se mobiliser et qu'ils sont prêts à se battre aux côtés des travailleurs dont ils partagent les revendications. Cette manifestation donne confiance pour mobiliser sur nos lycées et nos facs, pour organiser des assemblées générales et pour soutenir la construction de coordinations qui seront des

outils essentiels à l'amplification du mouvement. Les militants du GSI vont continuer à militer pour organiser la jeunesse là où ils sont présents, dans l'unité avec les organisations qui sont prêtes à se battre jusqu'au bout :

**CONTRE LA LOI
SARKOSY-PECRESSE
CONTRE LA
DESTRUCTION DU BAC
POUR L'UNITE AVEC LES
TRAVAILLEURS**

Greg

Abrogation de la loi sur l'autonomie des universités !

Immédiatement après sa prise de fonction en tant que président de la république, Nicolas Sarkozy annonce que la première réforme menée par son gouvernement sera celle de l'autonomie des universités. Le premier ministre, François Fillon la qualifie de « réforme fondamentale du quinquennat ». L'autonomie des universités est un axe central auquel est subordonné l'ensemble des attaques que le gouvernement Fillon prévoit de mener contre les droits des travailleurs et de la jeunesse.

En achevant la mise en concurrence des universités, la loi sur l'autonomie permet de détruire définitivement la reconnaissance des diplômes dans le code du travail et les conventions collectives. A cette réforme succédera donc logiquement la mise en place du contrat unique de travail qui officialise la précarisation de tous les salariés et invalide le code du travail. Ceci dans l'objectif de permettre aux employeurs de bénéficier d'une main d'œuvre très qualifiée, exploitable et payée au lance-pierre. La réforme Péresse signe la fin de l'université publique et amorce celle des droits des travailleurs !

LE GOUVERNEMENT FILLON ACHEVE LA DESTRUCTION /PRIVATISATION DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE

Les jours de l'université publique sont comptés : l'autonomisation prévue par la réforme Péresse entérine le développement en France d'un enseignement supérieur à l'anglo-saxonne au sein duquel quelques facs d'élite privatisées se livrent une compétition acharnée. Bien évidemment ces universités n'accueillent pas l'ensemble des étudiants du supérieur : seuls ceux qui peuvent se payer un cursus à plusieurs milliers d'euros y ont accès. Les autres sont contraints d'accepter une formation professionnalisante dans des établissements dépendants des investissements d'entreprises auxquelles ils délivrent une main d'œuvre spécifiquement qualifiée. Cette situation existe déjà de manière disparate en France (c'est le cas des Licence-pro), la réforme sur l'autonomie doit étendre et achever la privatisation de l'université.

La gestion privée de nos facs...

Un des éléments centraux du projet de loi est la question des financements de l'université. Plusieurs articles bâtissent l'autonomie budgétaire des universités qui auront désormais toute latitude pour organiser leur financement librement. Quel est l'objectif ?

L'autonomie budgétaire que confère ce texte aux universités les rendent totalement dépendantes des investisseurs privés et autres mécènes. Le conseil d'administration de la fac à toute latitude pour « demander à bénéficier de responsabilités et de

compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines » (Art 16 du projet de loi)

Durant la campagne présidentielle, Sarkozy a dit et répété que l'Etat investirait massivement dans l'enseignement supérieur. Effectivement des financements publics sont prévus... pour les seuls pôles d'excellence. Ceci dans le but d'achever la constitution de ces pôles et de leur mettre le pied à l'étrier pour leur entrée au sein du marché mondial de l'éducation. Pour les facs de seconde zone Sarkozy avait précisé que seules les universités qui accepteraient de se réformer bénéficieraient des deniers de l'Etat. C'est à dire que seules celles qui acceptent avec zèle leur privatisation recevront encore quelques crédits publics.

En accentuant le désengagement financier, le gouvernement pousse les universités à rechercher d'autres sources de financements, c'est à dire à démarcher les entreprises afin qu'elles investissent dans l'établissements. Nous parlons ici d'investissements, pas de don ou de cadeau. Une entreprise qui investit attend une contrepartie aux sommes engagées. Cette contrepartie est comprise dans la loi sur l'autonomie (Ce sont directement les entreprises qui siègeront dans nos conseils qui décideront du contenu de la formation, des prix à payer à l'inscription, et pour être certains que l'université leur soit bénéfique, ils décideront de quels étudiants auront le droit de suivre leur cursus dans l'université.).

Aux investissements privés répond la professionnalisation des cursus. L'université est appelée à adapter son offre de formations aux entreprises qui la financent. Cela conduit au développement de cursus formant l'étudiant à un poste spécifique au sein d'une université spécifique : les cours sont dispensés par des professionnels, le nombre de stages exigés font de ces cursus des formations en alternance. A l'issue de ces formations, nous seront « employables » uniquement dans l'entreprise qui aura financé la filière dans laquelle nous aurons « étudié ».

Deuxième garantie donnée aux entreprises : une place de choix au sein des conseils d'administration. La loi sur l'autonomie prévoit une gestion véritablement entrepreneuriale de l'université : le président devient un PDG qui siège et décide avec ses actionnaires.

Les 84 universités françaises ne survivront pas toutes à cette réforme. Les facs implantées dans des régions économiquement dévastées, notamment par les conséquences de la régionalisation, ne pourront espérer trouver les entreprises susceptibles de les financer. Comment croire que des boîtes qui délocalisent leurs unités productions investiront au même endroit dans des facs, leurs futures unités de formation ? Aux fermetures d'usines vont succéder les fermetures de facs qui priveront d'avenir des milliers de jeunes. Que

vont alors devenir les actuels 2 millions d'étudiants ?

... et la sélection accrue...

Le texte durcit la sélection des étudiants à l'entrée de la fac. Ainsi il inscrit dans la loi le processus d'« orientation active », contre lequel nous nous sommes battu cette année. C'est une sélection déguisée des lycéens avant même qu'ils n'obtiennent leur bac : « Tout candidat est libre de s'inscrire dans l'établissement de son choix, sous réserve d'avoir préalablement sollicité une préinscription de façon qu'il puisse bénéficier du dispositif d'information et d'orientation dudit établissement. » (Art 17). C'est la fin définitive du droit pour tous d'accéder à la filière et l'université de son choix ! En réalité ce ne sont plus les diplômes qui sanctionneront notre accession à une formation supérieure, mais les critères définis au sein des Conseils d'Administration, et donc des entreprises qui y siègeront !

... ne sont pas à négocier !

Devant un texte qui annonce la mort pure et simple de l'Université publique, les étudiants n'ont rien à négocier. Nous déplorons dès lors l'attitude irresponsable des organisations qui ont porté notre voix au ministère lors de la concertation. Le représentant de l'UNEF, B. Julliard, est sorti satisfait de ses entretiens, déclarant le 28 juin que « Le texte était inacceptable il y a une semaine parce qu'il dénaturait le modèle universitaire français. Aujourd'hui, nous sauvons l'essentiel ». Au vu du peu de modifications qui ont été apportées au texte, il est clair que le gouvernement et ces syndicats sont tous d'accord sur un point : l'autonomie.

Nous le répétons et nous insistons, l'autonomie c'est la privatisation, il n'y a rien à négocier dans ce texte ! Les syndicats étudiants se doivent d'aider dès à présent les étudiants à s'organiser pour combattre cette loi et demander son abrogation. Les organisations doivent quitter les conseils d'administrations des universités : on ne peut pas rester du côté des étudiants pour défendre leurs intérêts, tout en continuant à cogérer la pénurie et la sélection au sein de Conseils d'Administration de fac privées !

Notre victoire contre le CPE l'a démontré : en nous organisant, en nous mobilisant tous ensemble, il est possible de faire reculer le gouvernement. Aujourd'hui, il faut à tout prix faire barrage à cette dernière attaque contre l'université publique. Les mobilisations de l'année écoulée ont prouvé la détermination de la jeunesse et des travailleurs à défendre leurs droits. L'attaque que représente cette loi nécessite une lutte unitaire des tous les étudiants et de leurs organisations. C'est pourquoi la FSEUL appelle aujourd'hui à l'unité

(Suite page 15)

Revue de presse sociale

Lors de ces dernières semaines, on a pu observer que des secteurs d'activités étaient touchés en même temps par des grèves dans plusieurs pays européens. Ces mouvements de grève correspondent à la résistance des travailleurs contre des attaques simultanément menées par différents gouvernements, qui appliquent les directives de l'Union Européenne. Ces directives ont pour objectif de démanteler les droits des travailleurs et de privatiser les services publics.

Dans les transports ferroviaires, plusieurs mouvements de grève ont récemment éclaté ou sont prévus dans différents pays européens. En France (voir l'éditorial de ce numéro de l'Internationnaliste), les cheminots se sont mis en grève le 18 octobre pour défendre leur régime de retraite. En arrière plan de cette mobilisation, il y a également la privatisation de la SNCF, la libéralisation du transport voyageur et de celui du fret, l'instauration d'un service minimum en cas de grève.

Au mois d'octobre, **les conducteurs de train d'Allemagne** ont déjà effectué, à l'appel du syndicat GDL, deux grèves qui ont été très suivies. Selon la direction de la Deutsche Bahn (DB), près de la moitié des trains régionaux sont restés dans les dépôts lors de ces grèves. Ce chiffre a même atteint 80 à 90% dans certaines régions de l'ex-Allemagne de l'est. Les conducteurs de train menacent de débrayer à nouveau dans les prochains jours si leurs revendications ne sont pas satisfaites. Ils réclament une convention collective propre et une augmentation de 31% de leurs salaires. En Allemagne, les travailleurs sont aussi opposés à la privatisation de la DB.

Les cheminots allemands sont également touchés par la remise en cause du droit de grève, puisque la direction de l'entreprise avait fait interdire par la

justice la première grève prévue au mois d'août. En Belgique, alors que le pays connaît une crise politique sans précédent, les partis politiques qui négocient la mise en place du futur gouvernement sont tombés d'accord pour remettre à plat l'organisation du travail dans l'entreprise et pour mettre en place un service minimum dans les transports. La CGSP Cheminots appelle à faire grève une heure le 26 octobre pour s'opposer au service minimum.

Dans ce contexte, ne serait-il pas de la responsabilité des syndicats de coordonner et d'organiser la lutte des travailleurs du rail à l'échelle de l'Europe pour s'opposer à la remise en cause du droit de grève, pour s'opposer à la destruction de leurs droits et pour s'opposer à la privatisation des chemins de fer ?

La Poste anglaise a été secouée par plusieurs grèves très suivies au mois d'octobre. Les travailleurs des postes de Grande Bretagne s'opposent à la volonté du gouvernement de Gordon Brown de privatiser la *Royal Mail*, ce qui va se traduire par des licenciements, par le gel des salaires, par la remise en cause du système de retraite. Le syndicat *Communications Workers Union* (CWU) estime que 40 000 emplois vont être supprimés et que 2700 bureaux de postes vont être fermés, alors que 45 000 emplois ont déjà été supprimés depuis cinq ans. Le syndicat demande une augmentation de 27 % sur cinq ans pour rattraper la moyenne nationale des salaires. La grève a quasiment paralysé la distribution du courrier pendant plusieurs jours au Royaume-Uni.

En Belgique, on a observé des grèves à la poste de Liège contre l'augmentation des cadences. **En France**, on a également observé des arrêts de travail à La Poste, notamment lors de la journée du

18 octobre. L'ensemble de ces mouvements se produit alors que l'Union Européenne a prévu la libéralisation totale des services postaux pour 2011. Dans ce contexte ne serait-il pas de la responsabilité des syndicats de construire et d'unifier les luttes des postiers à l'échelle de l'Europe pour s'opposer à la privatisation des postes voulue par l'Union Européenne ?

A Lisbonne, à l'appel de la CGTP, près de 200 000 personnes ont manifesté contre la politique du gouvernement PS de José Socrates, qui occupe actuellement la présidence tournante de l'Union Européenne. Cette manifestation a d'autant plus de signification que le gouvernement PS mène une politique d'austérité pour respecter les critères de convergences du traité de Maastricht, qui exigent que le déficit public ne dépasse pas 3% du PIB. Cela se traduit par un gel des salaires des fonctionnaires, par une vague importante de privatisation et par une flexibilisation accrue des droits de l'ensemble des travailleurs.

Cette manifestation s'est déroulée **en marge du sommet de Lisbonne** qui réunissait les 27 chefs d'état et de gouvernement des états membres de l'Union Européenne. Le but de ce sommet était d'arriver à mettre en place un « nouveau » traité européen, qui reprend en fait la constitution européenne qui a été massivement rejetée par les jeunes et les travailleurs en France et aux Pays-Bas. Dans ce contexte ne serait-il pas de la responsabilité des syndicats d'unifier, à l'échelle de l'Europe, l'ensemble des luttes contre la destruction des droits des travailleurs et contre la privatisation des services publics, voulue par la « nouvelle » constitution européenne ?

Mathieu

Le GSI sur la toile :
<http://www.gsi-litqi.org>

Quelle est la signification des grèves dans l'automobile au Etats-Unis ?

Depuis quelques années, le mouvement ouvrier américain connaît une nouvelle effervescence. Ce processus s'observe depuis les manifestations anti-mondialisation qui avaient été organisées pour protester contre le sommet de l'OMC à Seattle en 1999. Par la suite, cela s'est vérifié lors des mobilisations très importantes des jeunes et des travailleurs contre le déclenchement de la deuxième guerre du Golfe par les Etats-Unis en 2003. Plus récemment, près de 1,5 millions de travailleurs immigrés sont descendus dans les rues le 1er mai 2006 et plusieurs centaines de milliers ont fait de même le 1er mai 2007, pour obtenir leur régularisation.

C'est dans cette situation, qui se conjugue à une aggravation de la crise économique aux Etats-Unis (voir l'article sur l'éclatement de la bulle immobilière dans *l'Internationaliste* n° 70), qu'un des secteurs clés de l'économie américaine a été touché par des grèves aux mois de septembre et d'octobre: l'industrie automobile. A une semaine d'intervalle, les ouvriers de General Motors (75 000 travailleurs aux Etats-Unis), puis ceux de Chrysler (45 000 travailleurs) se sont mis en grève.

Deux grèves éclairs

Aux Etats-Unis, étant donné qu'il n'existe pas de système de protection sociale et de caisse de retraite par répartition, tous les quatre ans, les principales entreprises de l'automobile négocient avec les directions syndicales le renouvellement du contrat collectif d'entreprise, des salaires, des pensions et de la couverture santé des ouvriers et des retraités. Ces contrats arrivaient à expiration cette année et les directions de General Motors (GM), de Chrysler et de Ford devaient successivement renégocier les accords d'entreprises avec le syndicat des travailleurs de l'automobile, l'UAW (United Auto Workers).

Au cours de discussions très dures entre la direction de GM et les représentants syndicaux, l'UAW a menacé de lancer un mouvement de grève. Le 24 septembre, après l'échec de négociations qui duraient depuis plusieurs semaines et sous la pression des 75 000 ouvriers de l'entreprise, le syndicat a déclenché une grève nationale, une première depuis 1970. Au bout de deux jours, l'UAW a annoncé qu'un accord avait finalement été trouvé avec la direction de General Motors et appelait les ouvriers à reprendre le travail.

Un scénario semblable s'est passé chez Chrysler une semaine plus tard. Mais l'accord signé par l'UAW est-il favorable aux travailleurs? Après des négociations opaques, il est apparu que le nouveau contrat chez General Motors pénalise fortement les ouvriers. Pour la direction et les actionnaires de l'entreprise il s'agit de faire baisser les coûts de production, pour faire face à la concurrence internationale, notamment celle de Toyota qui a des usines aux Etats-Unis où les syndicats sont pratiquement inexistantes. En d'autres termes, il faut baisser les salaires, tailler dans les effectifs et liquider le système de retraite qui



avait été acquis de haute lutte dans les années 60-70.

Avec le nouvel accord, c'est désormais chose faite : les salaires à l'embauche vont être réduits de moitié, le nombre d'intérimaires va être augmenté (en tout chez General Motors les coûts de la main d'oeuvre seront passés de 12,1 milliards de dollars en 2006 à 10,1 milliards cette année) et une caisse de retraite gérée par le syndicat va être créée, permettant à l'entreprise de faire de grosses économies. Désormais elle n'aura plus qu'à payer 14 milliards de dollars sur les 64 milliards qu'elle était tenue de payer jusqu'à maintenant pour assurer les retraites et l'assurance maladie des ouvriers de l'entreprise.

La résistance des ouvriers de Chrysler

L'objectif du patronat était d'arriver au même résultat chez Chrysler. Mais la partie n'est pas gagnée, et ce même avec l'aide de la

direction du syndicat. Déjà il y a quatre ans, lors des dernières négociations pour le renouvellement du contrat collectif, la direction de l'UAW avait eu du mal à faire passer le nouvel accord auprès des travailleurs. Chez General Motors, seuls 61% des ouvriers avaient ratifié l'accord, et chez Ford ils avaient été tout juste 51%, et encore il y avait eu des suspicions de fraude quant au résultat de la consultation des travailleurs. Pour que le nouveau contrat collectif soit validé, il faut qu'il soit ratifié au moins par la moitié des travailleurs de Chrysler. Or, pour l'instant les salariés de quatre grandes usines du groupe ont rejeté l'accord, et ceux de trois autres sites s'y opposent. Selon un responsable syndical opposé à l'accord, les résultats de la consultation des membres du syndicat vont être serrés. Si l'accord est rejeté, la direction du syndicat sera obligée de reprendre les discussions avec le patronat, ce qui aurait d'importantes répercussions sur l'UAW. Par ailleurs, les négociations entre le syndicat et la direction de Ford qui doivent s'ouvrir dans la foulée, seraient retardées.

La nécessité d'un syndicat indépendant

Quelque soit le résultat de la consultation des travailleurs de Chrysler, il apparaît que les ouvriers des Etats-Unis, à l'image de ce qui se passe dans de nombreux pays, ont besoin d'un syndicat de classe indépendant qui défende leurs intérêts de manière inconditionnelle et jusqu'au bout. Cet outil est d'autant plus nécessaire que la pression exercée par la bourgeoisie sur la classe ouvrière va être de plus en plus forte en raison de la détérioration de la situation économique générale.

Mais, au-delà, la représentation politique de la classe ouvrière des Etats-Unis ne peut pas passer par les partis bourgeois et impérialistes « républicains » ou « démocrates ». Elle nécessite la construction d'un parti ouvrier indépendant, en rupture avec le bipartisme institutionnel. C'est aussi la responsabilité des militants syndicaux d'œuvrer à la construction d'un tel parti.

Mathieu

Une santé à deux vitesses ?

Les étudiants en médecine et les internes des hôpitaux sont mobilisés depuis plusieurs semaines. Ils revendiquent le maintien de la liberté d'installation dans le secteur libéral et contestent un projet du gouvernement tendant à modifier le conventionnement de façon à « inciter » les jeunes médecins à s'installer dans des zones rurales ou dans des banlieues « difficiles » où la pénurie se fait dangereusement sentir. Le gouvernement répond en proposant d'intégrer les organisations étudiantes et les représentants des internes aux négociations de conventionnement entre l'assurance maladie et les syndicats de médecins libéraux. Cependant, cette mobilisation n'est-elle pas tout simplement le symptôme de ce que le système de santé de ce pays est arrivé à un tournant ?

Bien entendu, tout le monde prétend vouloir éviter la mise en place d'une médecine à deux vitesses (pour les riches et pour les autres), mais il en va de la santé comme des retraites, l'hommage rendu au système, acquis des luttes ouvrières au sortir de la Seconde guerre mondiale, est l'exercice obligé des gouvernements qui veulent s'y attacher tout en intégrant les syndicats à cette remise en cause.

Cependant, dès l'origine, le système est loin d'être parfait. La contradiction est la suivante : comment un financement basé sur le salaire différé (les cotisations sociales), géré par un organisme para-public (la sécurité sociale) peut-il faire fonctionner ce réseau de soins « mixte » dont une partie est libérale et privée, quand l'autre partie est publique, et quand laboratoires pharmaceutiques comme les fabricants de matériel médical fixent, dans les faits, librement leur tarifs ? Comment les capitalistes peuvent-ils tolérer un système de santé basé sur la *solidarité* des bien-portants envers les malades avec un réseau de soins appuyé sur un fort service public quand on sait que le budget de la sécurité sociale est supérieur à celui de l'Etat⁽¹⁾ ?

Il est clair que, dans le cadre du sys-

tème capitaliste, les pressions vont être énormes pour aboutir à une privatisation totale du financement (vers un système d'assurances) et du réseau de soins, tout au moins de la part de ce réseau qui est financièrement rentable (en constituant des parcours de soin en relation avec telle ou telle assurance sous le contrôle d'avocats sourcilleux, à l'américaine). Le système de santé de ce pays est parvenu à un tournant. Comment en est-on arrivé là ?

Juppé et Jospin : une même politique

L'OMC (Organisation mondiale du commerce) et l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) considèrent la santé comme un des grands marchés du XXI^{ème} siècle. Précisons également que la politique du médicament de la Commission Européenne relève pour l'essentiel de la DG « Entreprise et industrie » et non « Santé »... On comprend ainsi pourquoi, depuis des décennies, la santé fait l'objet de l'attention « réformatrice » de tous les gouvernements.

En effet, depuis plus de vingt ans, ministre après ministre, de droite comme de « gauche », la même politique s'applique dans le domaine de la santé comme de la protection sociale. Seules changent la méthode, l'approche et les « contreparties » ; mais sur le fond, les intérêts des transnationales sont défendus avec détermination.

Laissant les capitalistes fixer librement leur prix en fonction du « marché » et de brevets qui leur assurent des monopoles juteux, tous les gouvernements ont donc décidé de « réduire l'offre pour réduire les dépenses », selon une méthode comptable qui mène droit au sabotage du service public et à la pénurie. Il ne reste alors aux capitalistes qu'à se baisser pour ramasser ce qui les intéresse, en fixant leurs conditions... et leurs tarifs.

En vingt ans, des écoles publiques d'infirmières ont été fermées, le nombre de médecin formés chaque année a été

divisé par quatre (de 8 000 à 2 000). Sur ordre gouvernemental la sécurité sociale a même financé le départ de médecins libéraux en pré-retraite ! Puis, ensuite, pour faire face à la « désertification » de certaines régions, le gouvernement a fait appel à des médecins étrangers, à statut précaire et beaucoup plus mal payés que les nationaux dans le système hospitalier... Idem pour les infirmières. « L'immigration choisie », déjà...

Aujourd'hui, selon une étude demandée par l'Association des maires d'Ile-de-France : « L'âge moyen des médecins, qui s'établit à 49 ans en Ile-de-France, reste la donnée la plus inquiétante. Résultat, « entre 2008 et 2015, la densité médicale devrait baisser de 20 % ». » c'est nous qui soulignons (NDLR). Et pourtant, il semblerait que l'Ile-de-France, comme la région PACA, sont mieux loties que les autres régions. Ce n'est donc pas un problème de répartition, mais une pénurie organisée.

Argent public, hôpital privé

De la même façon, la réforme hospitalière de Juppé, appliquée par Jospin, a abouti à la suppression de milliers de lits dans le public. Des hôpitaux ont été fermés, ou regroupés, certaines opérations étant précédées par de véritables campagnes médiatiques de dénigrement de leurs équipes soignantes. La psychiatrie a été laminée au nom de « l'intégration » et du « vivre ensemble ». Questions : combien de malades dangereux se sont-ils retrouvés en prison ; combien malades mentaux, jetés à la rue, se sont-ils clochardisés ; combien sont morts dans l'anonymat et dans l'indifférence ? Combien de personnes psychologiquement affaiblies sont aujourd'hui aux mains des charlatans du « coaching » ?

Devant la disparition du système des gardes, les malades se précipitent désormais vers les urgences hospitalières qui sont au bord de l'asphyxie et vivent tout de même sous la menace de la fermeture, comme les maternités.

(Suite page 9)

(Suite de la page 8)

Les agences régionales de l'hospitalisation, mises en place par Juppé-Jospin, ont aidé le secteur privé à occuper le terrain laissé vacant par le démantèlement du service public. Des cliniques qui faisaient surtout de l'hôtellerie médicalisée se sont transformées en « hôpital privé ». Là on parle de chiffre d'affaire et de profits⁽²⁾. Aujourd'hui, les partenariats public-privé à la mode anglaise ont le vent en poupe. Des plateaux hospitaliers sont constitués à l'exemple de l'hôpital de Corbeil-Essonnes, contrat emporté par Eiffage. Le magazine capitaliste *l'Usine nouvelle* ne s'y trompe pas : « Une aubaine pour les industriels ! » « Les partenariats public-privé représentent près de 10% de notre chiffre d'affaires », observe François-Xavier Anscutter, le directeur général de Spie Batignolles. » (http://www.usinenouvelle.com/article/page_article.cfm?idoc=101159&numpage=2).

La médecine à deux vitesses déjà est une réalité

Bloquant les honoraires médicaux et limitant les installations de nouveaux médecins, l'Etat a ouvert un boulevard aux pratiques capitalistes avec le secteur à honoraires libres. Les médecins installés de longue date dans des villes financièrement intéressantes avec une « clientèle » nombreuse peuvent se laisser aller et « monnayer leur rareté ». Le dépassement d'honoraire devient la norme, généralement non remboursé, comme de plus en plus de médicaments hâtivement qualifiés « de confort » ou même « insuffisamment efficaces » (mais toujours prescrits et vendus !).

Des réseaux de connivence s'installent discrètement entre certains généralistes, spécialistes et chirurgiens qui, comme par hasard, opèrent rapidement dans leur clinique alors que les délais s'allongent à l'hôpital public... Le libre choix du praticien par le malade est une sornette. Par ailleurs, la pénurie organisée est devenue telle que les départs de praticiens du public vers le privé se multiplient devant les propositions alléchantes. Le serment d'Hippocrate pourrait bien rapidement devenir un serment d'hypocrite.

Difficile pour un nouveau venu de se faire une « clientèle » dans ces conditions, surtout s'il doit acheter un cabi-

net aux prix actuels de l'immobilier. Difficile aussi pour un gouvernement aux conceptions économiques ultra-libérales de mettre fin à la liberté d'installation des médecins libéraux d'où la tentative en cours avec les futurs médecins, tentative qui vise à officialiser une médecine à deux vitesses en fonction des générations...

Voilà pour la liberté d'installation et pour celle des honoraires. Pour ce qui est de la liberté de prescription, il suffit de savoir que, d'après un rapport du Sénat de 2005 - <http://www.senat.fr/rap/r05-382/r05-382.html>, l'industrie dépense 8 500 euros par praticien et par an pour assurer la promotion de ses produits. Cela représente 1,3 milliard d'euros en 2003, selon ce même rapport...

Le gouvernement fait également la promotion de « l'automédication ». Le patient, « client » du pharmacien, trouverait auprès de ce dernier un conseil pour choisir ses médicaments... non remboursés. Ceci alors que la grande distribution exige la possibilité de vendre des médicaments en concurrence avec les pharmaciens ! Dans le même but, des « transferts de compétences » sont expérimentés et pourraient se généraliser, des médecins vers les infirmières, ou de certains spécialistes vers d'autres, ou encore des professionnels médicaux vers les paramédicaux... avec encore une fois des déremboursements à la clé.

Enfin, le gouvernement veut mettre en place une nouvelle forme de « solidarité »... entre les malades. La généralisation des « franchises », sensée réduire les remboursements de la sécurité sociale, ferait payer des malades pour d'autres malades⁽³⁾ ! Aussi, ceux qui peuvent supporter financièrement ces dépassements d'honoraires et déremboursements se feront soigner, les autres non : **c'est déjà la médecine à deux vitesses !** Il y a là une place, un marché, à prendre pour les « mutuelles » et les surtout les assurances...

Quelles perspectives ?

Le système de santé de ce pays est arrivé à un tournant. Revendiquer la liberté d'installation est juste mais terriblement limité. **C'est agir à la marge, par un pis-aller, tellement les dégâts sont étendus et profonds.** En fait, la sauvegarde du système de santé exige d'in-

verser cette politique ainsi que le préconise le Programme d'action du GSI :

En nationalisant sans indemnités l'ensemble des établissements privés de santé, les laboratoires et fabricants de matériel médical. En supprimant tous les brevets, en mettant la recherche médicale sous le seul contrôle ouvrier.

En levant le « numerus clausus » pour toutes les professions concernées. Le nombre de médecins formés doit permettre de combler, immédiatement, tous les départs à la retraite, pour les généralistes comme pour les spécialistes. Il doit aussi assurer un accès rapide, et pour tous, à des soins de qualité. Dans ce but, la sécurité sociale à vocation à couvrir l'ensemble des besoins en santé des travailleurs : c'est ce qu'elle devrait faire désormais, dirigée par les seuls élus des travailleurs.

Nationalisation sans indemnités du secteur de la santé, levée du numerus clausus, plan de formation d'urgence pour assurer un accès rapide de tous à des soins de qualité !

Pour une sécurité sociale sous contrôle ouvrier uniquement !

J.-Louis

(1) « Budget de la sécurité sociale, tous régimes de base : 394,8 milliards d'euros de recettes pour 402,2 milliards de dépenses. Il est supérieur, en masse, au budget de l'Etat (225,9 milliards de recettes pour 267,8 milliards de dépenses, soit un déficit de 41,9 milliards) » (PLFSS 2007, Commission des Affaires sociales du Sénat.).

(2) La Générale de santé, par exemple, exploite 196 établissements en Europe et se présente comme le numéro 1 du secteur avec 16% du « marché » français. Son chiffre d'affaire a augmenté de 78,5% de 2001 à 2006 (1741,5 millions d'euros). Dans la même période le résultat net du groupe a progressé de 161% et de 2002 à 2006, le dividende par action a bondi de 75%... (ces données sont accessibles sur le site web de cette société.).

(3) Sarkozy prétend financer la prise en charge de la maladie d'Alzheimer de cette façon. Voir l'Internationaliste n°70 : 1500€ par mois pour 1,3 million de malades en 2020 cela ferait 23,4 milliard ; avec 2,1 millions de malade en 2050 on atteint 37,8 milliards.



Bolivie : La crise politique est toujours ouverte

La situation bolivienne continue à être très instable. Récemment, dans l'Assemblée Constituante - qui se trouve virtuellement paralysée depuis son installation - les délégués d'Evo Morales en sont venus aux mains avec les représentants des bourgeoisies régionales des départements de la « demi-lune » (Santa Cruz de la Sierra, Tarija, El Beni et Pando). Ces bourgeoisies exigent l'« autonomie » pour leurs départements (elles ont même menacé de diviser le pays) et elles ont réalisé plusieurs « grèves civiques » pour appuyer leur exigence.

D'autre part, il y a les luttes ouvrières, comme celle des travailleurs de Huanuni en défense de l'industrie minière étatique, et en outre, plusieurs organisations des « peuples originaires » (la grande majorité de la population du pays) ont menacé de rompre avec le gouvernement si celui-ci retirait de la Constituante la proposition d'« Etat Plurinational », qui envisage l'octroi d'« autonomies territoriales » à ces nations originaires (aimaras, quechuas et tupi-guaranis).

Il s'agit d'une situation hautement complexe, dont nous essayerons d'analyser les différents composants et la perspective dans cette édition de Courrier International.

Une situation révolutionnaire

Pour comprendre la crise actuelle, nous devons partir du fait qu'elle est le résultat de ce que nous appelons une « situation révolutionnaire », c'est-à-dire, une situation où les masses sont entrées en scène avec des processus massifs de mobilisation et ont remis en question, ont mis en échec, les institutions politiques traditionnelles de la bourgeoisie.

Cette situation s'est probablement ouverte avec la « Guerre de l'eau » (2000), quand le peuple de Cochabamba a expulsé l'entreprise *Aguas del Tunari* (de capital étranger) qui s'appropriait cette ressource dans la région. Et elle a connu son apogée dans les mobilisations qui ont renversé les gouvernements de Gonzalo Sánchez de Lozada, alias Goñi, en 2003, et de Carlos Mesa, en 2005.

La bourgeoisie bolivienne et l'impérialisme ont essayé de mettre en échec ou de dévier ce processus révolutionnaire par plusieurs voies : la répression de Goñi (plus de 80 morts en octobre 2003), la « continuité institutionnelle » avec Mesa, la tentative de putsch de Hormando Vaca Diez, etc. Mais toutes ces politiques ont échoué.

D'autre part, les masses boliviennes, bien qu'elles aient mis en échec ces tentatives, ne sont pas parvenues à imposer leur propre issue, un véritable gouvernement des travailleurs et des paysans, qui permettrait à la révolution d'avancer. C'est pourquoi, dans le cadre de cette contradiction, la situation révolutionnaire est toujours ouverte et son cours futur encore indéfini.

Evo Morales : un gouvernement bourgeois « spécial »

Lors des élections présidentielles de 2006, la bourgeoisie bolivienne et l'impérialisme ont misé sur la candidature de Tuto Quiroga. Mais celui-ci a clairement échoué face à Evo Morales. Dans ces conditions et vu la situation, ils ont été obligés d'accepter ce dernier comme le « moindre mal ».

En ce sens, le gouvernement d'Evo est, d'une part, le résultat du processus révolutionnaire, et d'autre part, c'est un gouvernement bourgeois qui essaye

d'être utilisé par « ceux d'en haut » comme un outil pour mettre fin à ce processus, en « endormant » les masses avec une politique de conciliation entre les classes sociales ennemies.

Il s'avère évident que ni la bourgeoisie ni l'impérialisme ne voient Evo comme « leur propre » gouvernement, mais seulement comme une issue transitoire, pour contrôler les moments les plus difficiles du processus révolutionnaire. C'est pourquoi, tandis qu'ils l'utilisent en ce sens, ils cherchent aussi à l'user et à l'affaiblir pour préparer une alternative (pour le moment, sur le terrain électoral) qui leur permettrait de récupérer le pouvoir de manière plus directe.

Evo, pour sa part, doit manœuvrer entre cette exigence de « ceux d'en haut » et la pression des luttes et des engagements qu'il a assumés avec le mouvement de masses. C'est pourquoi, toujours dans la perspective plus stratégique de protéger les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme (voir l'article sur les troupes boliviennes en Haïti), sa politique est souvent oscillante, pleine de va-et-vient, selon la pression qui domine à chaque moment.

Le gouvernement d'Evo est donc ce que nous appelons un "front populaire", un type de gouvernement bourgeois « spécial » parce que composé et dirigé par des organisations et des dirigeants populaires. Ceci provoque une illusion politique néfaste dans les masses car celles-ci le voient comme « leur gouvernement » et non comme ce qu'il est réellement, un outil au service de la bourgeoisie.

Une démonstration claire du véritable caractère du gouvernement est sa politique de fortifier l'armée bourgeoise et de la préserver de l'usure. Par exemple,

(Suite page 11)

(Suite de la page 10)

lors de la commémoration des 100 années de la création de l'actuelle armée bolivienne, Evo a dit, dans son discours, que « *l'armée est révolutionnaire, un instrument à service de la révolution* ». En même temps, il a accordé aux soldats une augmentation salariale supérieure à celle accordée aux autres secteurs, et les officiers suivent des cours d'entraînement au Venezuela et reçoivent de nouveaux équipements provenant de ce pays.

Un autre aspect qui montre ce caractère bourgeois sont les salaires extrêmement bas que la majorité des travailleurs continuent à percevoir (les rajustements étant inférieurs aux pertes par inflation), le maintien du système privé de sécurité sociale et des pensions (loi 1732) et la répression contre les mineurs de Huanuni, le 5 juillet dernier.

D'autre part, de manière contradictoire, le gouvernement reflète aussi les caractéristiques ethniques et sociales du pays. Evo est le principal dirigeant apparu dans les luttes paysannes de ces dernières années et est d'origine aimara. C'est pourquoi, la grande majorité des masses boliviennes (paysannes et/ou indigènes) considèrent qu'avec lui, elles ont accédé au pouvoir après des siècles de marginalisation et d'oppression. Cette vision est encore accentuée par le fait que l'opposition de droite est dirigée par la bourgeoisie blanche des propriétaires fonciers de Santa Cruz. En sauvegardant les proportions, nous pouvons dire que le cas d'Evo est semblable à celui de Lula au Brésil qui, pour arriver à la présidence, s'est appuyé sur son prestige de dirigeant ouvrier, originaire d'une des régions les plus pauvres du pays.

Les axes du processus révolutionnaire

Jusqu'à présent, la revendication la plus importante du processus révolutionnaire, qui est apparue comme le centre de la lutte contre Goñi et Mesa, a été la nationalisation sans paiement des ressources naturelles (le gaz et les minéraux). Toutefois, il y a deux autres sujets d'importance similaire. Le premier est la question indigène-paysanne des nations aimara, quechua et tupi-guarani. Le second est celui de l'unité du pays, menacée par les bourgeoisies de la « demi-lune ». Toutes ces revendications se sont concentrées dans

l'exigence de la convocation d'une Assemblée Constituante souveraine (la proposition centrale d'Evo pour répondre à ces revendications, lors des mobilisations de 2005). Voyons où nous en sommes avec chacun de ces sujets et quelle a été la politique d'Evo pour chacun d'eux.

La nationalisation des ressources naturelles

Cette revendication avait été le centre des mobilisations de 2003 et 2005, et Evo a été obligé d'avancer quelques mesures partielles (la renationalisation des richesses du sous-sol, le rachat des raffineries de Petrobras, la renégociation des contrats de vente de gaz, etc.). Bien que les mesures aient été extrêmement tièdes, sans remettre fondamentalement en question le contrôle impérialiste sur le secteur, elles ont quand-même eu comme effet une importante amélioration dans les recettes de l'Etat (une augmentation de près de 8% du PIB du pays).

En même temps, suite à la mobilisation des masses et à de dures confrontations, il a dû nationaliser l'usine de pompage de gaz San Alberto (Tarija) et donner des concessions aux mineurs de Huanuni, en amplifiant le secteur étatique de cette mine face à celui des coopérateurs. Au contraire, là où il n'y a pas eu de pression du mouvement de masses, il a avancé dans le bradage du gisement de fer d'El Mutún (Santa Cruz) à l'entreprise Jindal⁽¹⁾.

Le sujet des ressources naturelles est très loin d'avoir été résolu par le gouvernement, mais cette amélioration dans les recettes de l'Etat a permis à Evo, au moins dans l'immédiat, de diminuer l'impétuosité des années précédentes.

La question des nations originaires

Ce sujet, qui affecte la grande majorité opprimée de la population bolivienne, est énormément plus complexe à résoudre pour Evo. Ces nations synthétisent leurs revendications dans le mot d'ordre de *Terre et Territoire*, c'est-à-dire, de réforme agraire et du droit d'avoir des régions autonomes, dans leurs « territoires ancestraux », où ils puissent s'organiser institutionnellement selon leurs traditions et disposer des ressources naturelles selon leur propre

critère. Mais ces revendications se heurtent aujourd'hui clairement aux intérêts de la bourgeoisie bolivienne et aux plans de l'impérialisme (l'« autonomie réactionnaire » réclamée par la « demi-lune ») et marquent des limites claires à la politique que le gouvernement peut promouvoir sans aller à de plus grandes confrontations avec ces intérêts.

Evo procède à une timide mise à disposition de terres fiscales ou de terres privées improductives, mais n'a aucune intention de heurter les grandes propriétaires fonciers de Santa Cruz (soja), de Beni (bétail) ou de Pando (bois précieux). C'est toutefois dans ces régions que le sujet de la terre est le plus brûlant, puisqu'il y a eu dans l'Altiplano une réforme agraire lors de la révolution de 1952. C'est pourquoi, il y a déjà eu quelques mobilisations paysannes à Santa Cruz, pour exiger une avancée plus rapide à ce sujet.

Concernant l'« autonomie territoriale » - point central du « Pacte d'Unité » qu'il a conclu avec sa base paysanne et indigène, pendant la campagne électorale - Evo essaye de laisser de côté cette question dans la Constituante et de la remplacer par l'« autonomie sociale », qui inclut d'autres droits (langue, éducation, institutions locales et régionales) mais non la pleine souveraineté sur les régions. Face à cela, plusieurs organisations indigènes ont menacé de rompre avec le gouvernement⁽²⁾, ce qui a contraint Evo à reculer et à maintenir sa proposition de « Nouvel État Plurinational ». C'est un fait qui montre que cette base paysanne et indigène, bien qu'elle voit Evo comme « son » gouvernement et maintienne sa confiance en lui, n'est pas disposé à lui permettre de trahir ses revendications historiques.

Le séparatisme de la bourgeoisie de la « demi-lune »

Le territoire historique de la Bolivie a déjà subi plusieurs pertes, orchestrées par l'impérialisme et les pays les plus forts du continent, comme cela a été le cas avec l'accès à la mer, perdu dans la Guerre du Pacifique contre le Chili, ou avec la région d'Acre, aujourd'hui incorporée au Brésil.

L'unité de son territoire actuel est de

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

nouveau menacée par la coalition des bourgeoisies régionales de la « demi-lune ». Ces départements possèdent une partie très importante des richesses naturelles boliviennes (pétrole, gaz, fer, production de soja et viande). Avec 35% de la population, ils produisent la moitié du PIB national et les deux tiers des exportations.

La coalition est dirigée par la bourgeoisie de Santa Cruz, probablement la plus forte et la plus dynamique du pays, avec un projet politique propre qu'elle encourage depuis plusieurs années. Certains de ses membres sont d'origine européenne beaucoup plus récente. Son principal dirigeant, Branko Marinkovic, est fils d'un immigrant croate. Grand propriétaire foncier, il est aussi directeur de la puissante entreprise *Transporte de Hidrocarburos*, qui opère 6.000 km de gazoducs et d'oléoducs qui vont jusqu'au Brésil, l'Argentine et le Chili. 50% du capital de cette entreprise appartient à Exxon et Shell.

Les « comités civiques » formés par les bourgeoisies de ces départements constituent de fait un pouvoir parallèle. Ils essayent même des mouvements de type fasciste, comme celui de la Jeunesse Civique de Santa Cruz, pour réprimer les travailleurs et les paysans de la région. Cette organisation est formée par les fils des chefs d'entreprise et des grands propriétaires fonciers et elle incorpore aussi des jeunes de classe moyenne, soucieux de monter dans l'échelle sociale.

Il est fort possible que, derrière ses revendications d'« autonomie », cette bourgeoisie promeuve un projet stratégique de diviser réellement le pays, quand les conditions le lui permettront. Autrement dit, il s'agit de pouvoir livrer directement à l'impérialisme et aux pays les plus forts du continent, comme le Brésil, les richesses naturelles de sa région, en gardant une part plus importante du gâteau que celle qu'elle obtient aujourd'hui, puisqu'elle ne devrait plus le partager avec la bourgeoisie de La Paz. En même temps, elle se débarrasserait ainsi de l'« Altiplano pauvre » et de ses « masses turbulentes » dont la mobilisation est déjà en train de contaminer la région de Santa Cruz elle-même. Il est important de souligner qu'il s'agit d'un secteur très lié à l'impérialisme et à la bourgeoisie brésilienne qui, évidemment, soutiennent son pro-

jet divisionniste.

La bourgeoisie des départements de l'Altiplano s'oppose à ce projet, en particulier celle de la Paz, qui souffrirait beaucoup économiquement, non seulement de la division du pays mais même d'une « autonomie » profonde. Ce n'est pas par hasard que le haut commandement de l'armée bolivienne a déclaré son opposition à ce projet. Autrement dit, il y a une confrontation réelle et profonde entre des secteurs bourgeois, avec une dynamique imprévisible.

Il ne s'agit toutefois pas seulement d'une lutte entre des secteurs bourgeois. L'« autonomie » exigée par ces bourgeoisies régionales ne reflète pas la juste exigence d'une nationalité opprimée, comme c'est le cas pour les peuples originaires. Au contraire, cette « autonomie » (et plus encore, la division du pays) représente une attaque à l'ensemble du peuple bolivien parce que son objectif est un bradage encore plus grand des ressources naturelles, un enrichissement plus grand de ces bourgeoisies régionales, et un appauvrissement plus important du peuple bolivien dans son ensemble. C'est une proposition réactionnaire et pro-impérialiste.

Nous pouvons la comparer à l'« indépendance » du Panama qui, encouragée par l'impérialisme américain, s'est séparé de la Colombie en 1903, pour contrôler le futur Canal. Ou, dans l'histoire bolivienne elle-même, avec cette « rébellion » séparatiste des grands propriétaires fonciers d'Acre, encouragée par la bourgeoisie du Brésil. C'est pourquoi, les révolutionnaires doivent s'opposer à ce projet et soutenir la juste lutte de la majorité du peuple bolivien pour maintenir l'unité géographique du pays.

Evo marche sur le fil du rasoir

La politique du gouvernement a été d'essayer d'« administrer » une situation complexe et très polarisée, sans aller au-delà du cadre de l'Etat bourgeois. Sa politique envers l'opposition bourgeoise de droite a été la conciliation et des concessions permanentes, ce qui s'est manifesté clairement dans l'Assemblée Constituante : bien que les députés du MAS et de ses alliés compartaient avec une majorité claire, celle-ci a accordé à l'opposition le « droit de veto ».

Cette politique n'a toutefois eu d'autre résultat que de fortifier cette opposition, qui exige chaque fois plus, en dépassant les limites qu'Evo peut tolérer parce qu'elles affectent trop les intérêts des secteurs bourgeois du Altiplano ou parce qu'elles signifieraient une rupture ouverte avec sa propre base.

Dans certains cas, Evo a été obligé de répondre par « contrecoup », comme lors de la mobilisation d'un million dans La Paz, pour la défense de l'unité du pays, ou lors des mobilisations de paysans de Santa Cruz pour la réforme agraire. Toutefois, l'objectif de ces « contrecoups » n'est pas d'avancer en profondeur contre la bourgeoisie adverse et l'impérialisme mais de retourner à un « équilibre » qui lui permet de maintenir une conciliation « tolérable ».

En même temps, Evo maintient tout son prestige et appui populaire parce que, en plus d'être vu comme le représentant des peuples originaires, il se présente comme « le défenseur de l'unité du pays » face à la bourgeoisie blanche, grande propriétaire foncière et divisionniste, de Santa Cruz.

Dans l'immédiat, il peut même profiter de l'impasse de l'Assemblée Constituante pour dire aux masses que « *la droite ne me laisse pas gouverner* » (ce qui l'empêche d'avancer plus pour satisfaire davantage les revendications populaires) et que maintenant l'essentiel est l'« *unité contre la droite* », comme argument pour freiner les luttes contre son gouvernement.

Mais à long terme, cette situation se retournera contre lui parce que les contradictions s'accumuleront de plus en plus entre une bourgeoisie qui exige chaque fois plus et un mouvement de masses qui n'est pas disposé à laisser de côté ses revendications.

Les masses boliviennes doivent avancer dans leur organisation et leur lutte indépendante

Le gouvernement d'Evo ne résout pas les problèmes les plus profonds du pays et ne répond pas aux nécessités du peuple bolivien. En outre, sa politique de conciliation avec la droite et de démobilisation des masses crée les conditions pour une défaite tragique, si les

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

masses n'avancent pas dans leur lutte et leur organisation autonome, en allant au-delà du gouvernement d'Evo dans cette lutte.

Les tâches de la révolution (la nationalisation des ressources naturelles sans paiement; la réforme agraire; les droits territoriaux pour les peuples originaires et la défense de l'unité du pays) ne pourront avancer que si la mobilisation de masses les prend directement en mains. La grande contradiction de la situation actuelle est que la vaste majorité du peuple bolivien croit encore que ce sera le gouvernement d'Evo qui avancera dans ces tâches.

Dans cette situation, il est indispensable que la classe ouvrière bolivienne entre en scène avec son propre poids et avec une politique totalement indépendante de la bourgeoisie et du gouvernement. Il est indispensable que, en plus de combattre pour ses propres revendications, elle soit capable de se mettre à la tête des revendications et des luttes de l'ensemble du peuple, comme elle l'a fait plusieurs fois dans le passé.

Il est vrai que la bourgeoisie de la « demi-lune » veut écraser le processus révolutionnaire et qu'elle a un projet divisionniste pour la Bolivie. Mais pour mettre en échec ce projet réactionnaire, le pire chemin est celui de la « conciliation » que le gouvernement d'Evo a choisi. La seule issue pour met-

tre en échec la droite et obtenir les revendications historiques du peuple bolivien est la lutte et l'organisation autonome des masses, dirigées par la classe ouvrière.

Évidemment, dans le cas où il y aurait un risque de putsch imminent, où la bourgeoisie de la « demi-lune » essaierait de concrétiser immédiatement la division du pays, il serait nécessaire d'appeler à la lutte unitaire avec le gouvernement d'Evo pour mettre en échec ces attaques. Mais ce qui doit être hors de question, c'est d'utiliser ces risques, réels mais non imminents, pour justifier la capitulation au gouvernement et à son appel à « l'unité contre la droite », non seulement parce que cela signifie abandonner la lutte contre un gouvernement bourgeois mais parce que, comme nous l'avons déjà dit, ce chemin mène à une défaite inévitable face à la droite.

En ce sens, le processus révolutionnaire bolivien a besoin que la COB récupère son rôle historique de direction des masses. Le chemin pour le faire est indiqué par les concepts centraux des Thèses de Pulacayo. Autrement dit, pour combattre réellement la droite bourgeoise et pour que le processus révolutionnaire avance, il est nécessaire de combattre aussi le gouvernement d'Evo et ses politiques anti-ouvrières et de conciliation avec la bourgeoisie et l'impérialisme.

Pour les révolutionnaires, une double tâche se présente donc. La première est celle d'*expliquer patiemment* aux masses le véritable caractère du gouvernement d'Evo Morales et la nécessité d'avancer vers un véritable gouvernement des travailleurs et des paysans. La seconde est celle de promouvoir la mobilisation des masses pour exiger du gouvernement d'Evo qu'il accomplisse ses promesses et concrétise ces tâches.

Par son caractère bourgeois, il est absolument impossible que le gouvernement d'Evo le fasse, mais ces mobilisations et le choc avec cette réalité sont ce qui permettra l'avancée dans la conscience des masses et, avec elle, l'avancée du processus révolutionnaire, en dépassant les limites imposées aujourd'hui par Evo.

Le peuple bolivien n'a pas été mis en échec, bien au contraire. Ses forces sont intactes et il a à la fois une grande tradition historique et des expériences très récentes de lutte. Par conséquent, le cours futur du processus révolutionnaire bolivien est toujours ouvert.

(1) Cette entreprise est la principale compagnie minière de fer mondiale. Bien qu'elle ait sa maison mère en Inde, elle est de capital majoritairement britannique. C'est-à-dire, c'est une compagnie impérialiste.

(2) Cela a été le cas de la CONAMAQ (Conseil National d'Ayllus et Markas du Qullasuyu) et de la CIDOB (Confédération de Peuples Indigènes de la Bolivie).

L'Assemblée Constituante

L'Assemblée Constituante se trouve au centre du débat politique en Bolivie pour deux raisons principales. La première est que, par le caractère démocratique et de souveraineté nationale des principales exigences populaires (propriété des ressources naturelles, propriété de la terre, droits des peuples originaires, unité nationale), elle apparaît comme le « cadre naturel » pour examiner ces revendications et y répondre, spécialement pour la majorité paysanne et originaire du

Deuxièmement, Evo lui-même a soulévé l'exigence centrale de la convocation à l'Assemblée Constituante, dans les processus de 2005. Ensuite, pendant sa campagne électorale, cela a été l'axe

de ses propositions : ces questions y seraient résolues et un nouvel Etat Plurinational bolivien serait fondé. Sur la base de cette proposition, il a signé le Pacte d'Unité avec les organisations des peuples originaires.

L'Assemblée Constituante a donc généré beaucoup d'espoirs parmi les secteurs populaires. Toutefois, elle est virtuellement paralysée depuis qu'ont commencé les sessions le 6 août 2006.

L'opposition de droite a boycotté son fonctionnement et elle est le principal responsable de cette situation. Mais le MAS a sa part de responsabilité dans cette situation puisqu'il a gagné les élections nationales pour les députés constituants et il dispose de 55% des

représentants. En dépit de cela, il avait pactisé auparavant avec les partis de droite un règlement selon lequel la nouvelle constitution pourrait seulement être approuvée avec le vote des deux tiers de l'Assemblée. Il a donc accordé à la minorité un droit de veto totalement antidémocratique.

Ensuite, le gouvernement a affirmé que ce critère était uniquement valable pour la nouvelle constitution dans son ensemble, mais pas pour les articles individuels (faute d'approbation lors de la Constituante, la constitution serait soumise à plébiscite). Il essayait ainsi d'inclure, au moins, quelques points partiels qui lui permettraient de montrer à

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

sa base qu'on avançait. Mais la droite s'est saisie de la clause des deux tiers et a posé son veto pour tous les articles avec lesquels elle n'était pas d'accord. Elle exigeait que le triomphe qu'avait obtenu le OUI dans les départements de la « demi-lune », lors du plébiscite sur l'autonomie, soit considéré comme un mandat pour la nouvelle constitution (bien que le NON avait obtenu la majorité au niveau national). Ce qui fait que l'Assemblée soit restée dans l'impasse.

Vider la constitution de son contenu

En même temps, malgré son discours radical sur le caractère "originaire" et de "refondation de la Bolivie" qu'aurait l'Assemblée, le gouvernement d'Evo Morales s'est mis à la « stériliser » sur plusieurs points centraux.

Sur le sujet des hydrocarbures et de l'industrie minière, il dit que la question « a déjà été résolue » avec les mesures tièdes adoptées, et que la Constituante devrait se limiter à authentifier le contenu de ces décrets et la base conceptuelle des nouveaux contrats. Une véritable réforme agraire n'y sera pas non plus envisagée.

La dernière tentative qu'a promue le gouvernement a été celle de changer l'« autonomie territoriale » pour les peuples originaires en « autonomie sociale ». Mais il a dû reculer à cause de la menace de plusieurs organisations

indigènes de rompre avec le gouvernement.

Le fait que plusieurs des questions centrales aient été enlevées du débat de l'Assemblée Constituante, a été reconnu par le gouvernement lui-même. Dans une entrevue avec Radio FIDES, le vice-président, Álvaro García, a admis que « *la grande assemblée ne modifierait probablement pas plus de 20% des articles de la constitution* ».

Toutefois, malgré ce détournement du contenu, des sujets profonds sont toujours à l'ordre du jour, en particulier le choc irréconciliable entre la juste revendication d'« autonomie territoriale », exigée par les peuples originaires opprimés, et l'autonomie réactionnaire et pro-impérialiste réclamée par les bourgeoisies de la « demi-lune ». Voilà les points qui continuent à paralyser l'Assemblée Constituante.

La nécessité d'une politique révolutionnaire concernant l'Assemblée Constituante

Dans le cadre de l'Etat bourgeois, plus encore avec les « accords réglementaires » d'Evo avec la droite, cette Assemblée ne résoudra aucun des graves problèmes du pays et du peuple. Seule la mobilisation et l'organisation autonome des masses pourront l'obtenir. C'est pourquoi, ici aussi, il est nécessaire d'expliquer patiemment aux masses le véritable caractère de classe de cette

Constituante.

Mais une politique révolutionnaire ne peut pas se limiter à la dénonciation de cette institution bourgeoise. Les révolutionnaires doivent en même temps défendre le droit démocratique du peuple bolivien à ce que la Constituante fonctionne et examine les principaux problèmes du pays. Pour cette raison, il est totalement légitime et nécessaire de promouvoir des mobilisations pour exiger de l'Assemblée qu'elle accomplisse le mandat pour lequel elle a été votée par le peuple. Plus particulièrement, il faut promouvoir les mobilisations contre les obstacles que la droite lui impose.

Dans ce cadre, ces mobilisations doivent soulever aussi une exigence centrale envers le MAS lui-même et le gouvernement d'Evo : qu'il rompe l'accord des deux tiers et utilise sa majorité pour approuver les revendications des travailleurs et du peuple et pour combattre la droite.

Comme nous l'indiquons dans l'article principal, ici aussi « *il est absolument impossible que le gouvernement d'Evo le fasse, mais ces mobilisations et le choc avec cette réalité sont ce qui permettra l'avancée dans la conscience des masses et, avec lui, l'avancée du processus révolutionnaire, en dépassant les limites imposées aujourd'hui par Evo* ».

La position des marxistes, face à la question nationale

La « question nationale » est au centre de la situation bolivienne actuelle. En ce sens, il est d'abord nécessaire de différencier clairement les deux revendications d'« autonomie » qui se font face.

La revendication des peuples originaires aimara, quechua et tupi-guarani est totalement juste et légitime parce qu'ils représentent la majorité absolue du peuple bolivien et qu'ils ont, en outre, subi des siècles d'oppression et de pillages. En même temps, ils revendiquent l'unité territoriale de la Bolivie, par le biais d'un « Etat plurinational ». C'est pourquoi, les révolutionnaires

doivent soutenir leur revendication.

L'« autonomie » réclamée par les bourgeoisies de la « demi-lune » (et plus encore, la possible division du pays), au contraire, est réactionnaire et pro-impérialiste, comme nous l'avons vu. Le comble de l'hypocrisie est que la bourgeoisie de Santa Cruz arrive à revendiquer une tradition tupi-guarani différenciée des peuples de l'Altiplano, alors que son principal dirigeant est un descendant direct de Croates. C'est pourquoi, les révolutionnaires doivent combattre cette « autonomie ».

Toutefois, il est nécessaire de spécifier mieux la politique des révolutionnaires

face à la question nationale, un sujet qui a beaucoup été discuté par les bolcheviques, durant les années préalables à la révolution socialiste de 1917, puisque l'Empire Russe était un Etat multinational, avec de nombreuses nations opprimées.

Comme norme programmatique, nous, les marxistes, nous nous opposons à la division des Etats existants, parce que cela signifierait aussi une division et une fragmentation de la classe ouvrière, protagoniste centrale de la lutte pour le socialisme. Notre proposition pour les peuples opprimés est de cons-

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

tituer une Fédération Socialiste, dans laquelle ces nations ont leurs pleins droits garantis. En utilisant le terme que les peuples originaires eux-mêmes emploient, en Bolivie nous parlerions de former un « Etat plurinational socialiste ».

En même temps, nous revendiquons le « droit à l'autodétermination » pour ces nations. L'intégration à une Fédération unifiée ne peut pas être obligatoire mais doit être le résultat d'une décision libre. Si, au contraire, ces nations décident de constituer un nouvel Etat indépendant, nous respecterons cette déci-

sion, même si nous la considérons comme erronée.

Cela a été le cas, par exemple, avec la Finlande, dont le peuple a décidé de se séparer de l'URSS, après la révolution de 1917, ce qui a été totalement respecté par le gouvernement révolutionnaire dirigé par Lénine.

Tout un symbole **Les troupes d'Evo en Haïti**

Certains courants politiques de gauche caractérisent le gouvernement d'Evo Morales comme faisant partie du « camp anti-impérialiste » latino-américain, qui, avec les gouvernements de Chávez, de Fidel Castro et d'autres, serait en dure confrontation avec l'impérialisme, spécialement l'américain.

Il est évident que le gouvernement d'Evo est différent de ceux dirigés par des agents directs de l'impérialisme, comme le gouvernement colombien d'Uribe ou mexicain de Calderón. Il est différent aussi des gouvernements comme celui de Lula ou de Tabaré Vázquez, qui ont accédé au pouvoir au milieu d'un grand espoir populaire, mais qui se sont rapidement révélé pro-impérialistes.

Mais nous affirmons que la différence avec Lula et Tabaré n'a pas son origine dans la « vocation de lutte anti-impérialiste » d'Evo, mais dans les différentes conditions politiques dans lesquelles c'est à lui de gouverner. Apparu comme produit d'un processus révolutionnaire, Evo doit combiner la nécessité de donner une certaine réponse aux revendications des masses avec son intention d'affecter le moins possible les intérêts de l'impérialisme, de la bourgeoisie bolivienne et des bourgeoisies plus fortes du continent, comme celle du Brésil.

La tiédeur de ses mesures concernant les hydrocarbures et l'industrie minière

à son origine dans cette combinaison. Celles-ci se limitent à faire pression pour obtenir à peine une tranche un peu plus grande de l'exploitation de ces richesses, sans affecter le fond de la question, le pillage de ces ressources naturelles dont le pays est victime.

En réalité, Evo promeut un projet économique exportateur de gaz et de minéraux qui est compatible avec les projets de l'impérialisme. Ce qui est en discussion, et produit les frictions avec l'impérialisme et la bourgeoisie brésilienne, c'est la taille des miettes que ce pillage laissera dans le pays, et comment elles seront distribuées intérieurement, et si Evo est l'homme qui mérite le plus la confiance pour mener à bien ce projet.

Le vice-président lui-même, Álvaro García Linera, a fait savoir que le gouvernement d'Evo n'a pas une vocation anti-impérialiste, dans un discours de l'année passée où il a déclaré :: « *Les Etats-Unis ont été, sont et seront un allié stratégique de la Bolivie* ». Et pour qu'il ne subsiste aucun doute, il a ajouté que « *les relations avec les Etats-Unis sont dans un processus d'amélioration croissante* » (Clarín, 20/10/2006).

Si quelque chose montre avec clarté cette politique d'« *alliance stratégique avec les Etats-Unis* » (c'est-à-dire, de soumission à l'impérialisme), c'est bien la présence de troupes boliviennes dans l'occupation de Haïti, comme partie des casques bleus de l'ONU. Comme l'ont

dénoncé plusieurs organisations haïtiennes et internationales, cette occupation, qui réprime et assassine le peuple haïtien, sert à maintenir une situation coloniale dans ce pays, au bénéfice de l'impérialisme américain.

Les soldats boliviens y ont été envoyés, à l'origine, par le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada, en 2002. Depuis lors, les contingents ont été renouvelés par les gouvernements postérieurs.

L'année passée, il y a eu un débat dans le gouvernement d'Evo sur la question du maintien ou du retrait de ces troupes. Evo a défini la question pour le maintien de troupes comme un message d'« amitié » envers les Etats-Unis. L'explication qu'il a donnée publiquement est presque incroyable : « *La présence de ces troupes de paix boliviennes permet au pays de disposer d'une recette de 3 millions de dollars et de créer 215 emplois* » (voir www.lahaine.org, 16/09/06).

Ce qui est certain, c'est que le gouvernement « anti-impérialiste » d'Evo est complice, tout comme beaucoup d'autres gouvernements latino-américains, de l'occupation coloniale du pays qui, au début du 19^{ème} siècle XIX, a vu apparaître la première république libre d'Amérique Latine. Nous devons exiger qu'il retire immédiatement ces soldats de Haïti!

(Suite de la page 5)

d'action autour d'un seul mot d'ordre afin de sauver l'université publique :

ABROGATION DE LA LOI SUR L'AUTONOMIE DES

UNIVERSITES !

Nous invitons tous les étudiants et lycéens conscients que seule la lutte et l'organisation paient, à rejoindre la Fédération Syndicale Etudiante Unitaire et Laïque afin de construire ensemble un

outil au service de la défense inconditionnelle des droits et intérêts des étudiants. **Pour un enseignement public, laïc et gratuit pour tous de la maternelle à l'université : adhérez à la FSEUL!**

